

Burundi/UE : des voix s'élèvent contre la normalisation des relations

@rib News, 13/02/2021 - Source Agence Anadolu - Tant que la question des droits humains n'a pas été résolue par le pays. Des parlementaires européens, des opposants et des leaders de la société civile burundais s'opposent à la normalisation des relations entre le Burundi et l'Union Européenne (UE).

"Le Burundi continue de violer les droits humains et les principes démocratiques prévus par l'article 96 de l'accord de Cotonou", ont déclaré 43 eurodéputés dans une correspondance adressée au Haut Représentant de l'Union Européenne pour les affaires étrangères. Ces parlementaires ont indiqué aussi, que "la violation du droit à la vie, les enlèvements ou les disparitions forcées, les violences basées sur le genre, la torture, les arrestations et les détentions arbitraires contre les opposants sont encore une réalité au Burundi". Reconnaisant que la reprise du dialogue et de la coopération entre le Burundi et l'UE est essentielle, ces 43 parlementaires ont néanmoins souligné qu'elle ne peut pas être envisagée sans l'amélioration de la situation des droits humains au Burundi. Même son de cloche du côté de l'opposition burundaise n'est pas encore temps de reprendre la coopération, plusieurs opposants sont encore en prison, d'autres en exil", commente un opposant de Bujumbura dans une déclaration à Anadolu. S'exprimant sous couvert de l'anonymat, l'opposant estime que l'UE devrait exiger d'abord que ces opposants soient libérés, que la liberté d'expression soit rétablie... avant de normaliser les relations avec le pouvoir de Gitega. De son côté, Carina Tertsakian de l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB) indique elle aussi qu'il y a toujours des restrictions de la liberté d'expression. Jusqu'à présent, elle déplore que la répression politique continue malgré le discours du président qui affirme tous les jours son attachement aux valeurs démocratiques. "Des actions superficielles et ponctuelles ne suffisent pas. Le Burundi a besoin de réformes durables pas simplement théoriques", insiste-t-elle, demandant à l'UE d'exiger des actes concrets de promotion des droits humains, des libertés publiques avant la reprise de la coopération. Ces inquiétudes interviennent alors que le dialogue entre l'UE et le Burundi est officiellement en cours depuis le début de ce mois pour une probable reprise de la coopération et une levée des sanctions européennes. En mars 2016, l'Union européenne (UE) a "suspendu les appuis financiers directs fournis à l'administration burundaise, y compris les appuis budgétaires, mais maintient intégralement son soutien financier à la population et son aide humanitaire". Avec une aide globale de quelque 430 millions d'euros pour la période 2015-2020, l'UE était le premier pays donateur du Burundi.